

# Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : L'Île-Perrot

Code géographique : 71060

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,  
Régions et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Danielle Rioux, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de L'Île-Perrot pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.  
(Nom de l'organisme)

Date 2014-03-28 Signature \_\_\_\_\_

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
<b>Renseignements consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

## **Section I - États financiers consolidés**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de L'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de L'Île-Perrot et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de L'Île-Perrot inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit)

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA permis de comptabilité publique no. A 107797

DATE 2014-03-28

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

DATE \_\_\_\_\_



**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé<sup>1</sup></u>
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	12 882 910	13 228 935	13 127 336			13 127 336
Compensations tenant lieu de taxes	2	293 006	284 549	272 811			272 811
Quotes-parts	3					362 441	
Transferts	4	707 749	861 999	872 376		146 526	1 018 902
Services rendus	5	910 563	917 117	972 767		166 047	1 138 814
Imposition de droits	6	768 627	604 100	626 474			626 474
Amendes et pénalités	7	119 095	125 400	65 161			65 161
Intérêts	8	175 135	155 000	171 401		2 348	173 749
Autres revenus	9	36 509	3 800	26 636		16 258	42 894
	10	15 893 594	16 180 900	16 134 962		693 620	16 466 141
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	1 957 525	82 000	435 805		3 629	439 434
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	764 250	125 065	653 571			653 571
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	2 721 775	207 065	1 089 376		3 629	1 093 005
	18	18 615 369	16 387 965	17 224 338		697 249	17 559 146
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	1 935 104	2 103 576	1 970 203	151 813		2 122 016
Sécurité publique	20	2 399 206	2 685 783	2 518 554	86 259		2 604 813
Transport	21	1 953 468	2 271 941	2 275 115	547 239	717 876	3 177 789
Hygiène du milieu	22	3 076 256	3 424 645	3 008 198	1 393 339		4 401 537
Santé et bien-être	23	115 859	115 915	112 685			112 685
Aménagement, urbanisme et développement	24	609 935	816 186	658 749	14 279		673 028
Loisirs et culture	25	2 472 425	2 679 788	2 559 369	239 224		2 798 593
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	629 859	598 160	600 488		283	600 771
Amortissement des immobilisations	28	2 253 384	2 187 983	2 432 153	( 2 432 153 )		
	29	15 445 496	16 883 977	16 135 514		718 159	16 491 232
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	3 169 873	(496 012)	1 088 824		(20 910)	1 067 914

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	3 169 873	(496 012)	1 088 824	(20 910)	1 067 914
Moins: revenus d'investissement	2	( 2 721 775 )	( 207 065 )	( 1 089 376 )	( 3 629 )	( 1 093 005 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	448 098	(703 077)	(552)	(24 539)	(25 091)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Amortissement	4	2 253 384	2 187 983	2 432 153	4 469	2 436 622
Produit de cession	5	150				
(Gain) perte sur cession	6	(150)				
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	2 253 384	2 187 983	2 432 153	4 469	2 436 622
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	( 1 177 758 )	( 1 051 736 )	( 1 116 507 )		( 1 116 507 )
	18	(1 177 758)	(1 051 736)	(1 116 507)		(1 116 507)
<b>Affectations</b>						
Activités d'investissement	19	( 61 )		( 151 578 )	( 1 094 )	( 152 672 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	21 973		24 915		24 915
Excédent de fonctionnement affecté	21	266 494	120 000	45 550	4 528	50 078
Réserves financières et fonds réservés	22	(512 698)	(527 562)	(468 353)	(1 155)	(469 508)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(24 110)	(25 608)	(22 131)		(22 131)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(248 280)	(433 170)	(571 597)	2 279	(569 318)
	26	827 346	703 077	744 049	6 748	750 797
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	1 275 444		743 497	(17 791)	725 706

<sup>1</sup> Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	2 721 775	207 065	1 089 376	3 629	1 093 005
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
<b>Immobilisations</b>						
Acquisition						
Administration générale	2	( 118 104 )	( 107 952 )	( 130 519 )	( )	( 130 519 )
Sécurité publique	3	( 1 788 )	( 62 129 )	( 139 820 )	( )	( 139 820 )
Transport	4	( 947 966 )	( 543 605 )	( 696 480 )	( 4 723 )	( 701 203 )
Hygiène du milieu	5	( 2 367 306 )	( 535 600 )	( 1 185 673 )	( )	( 1 185 673 )
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( 522 127 )	( )	( 522 127 )
Loisirs et culture	8	( 340 693 )	( 1 130 199 )	( 855 296 )	( )	( 855 296 )
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )	( )
	10	( 3 775 857 )	( 2 379 485 )	( 3 529 915 )	( 4 723 )	( 3 534 638 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>						
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>						
Émission ou acquisition	12	( )	( )	( )	( )	( )
<b>Financement</b>						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	202 000	613 649	196 300		196 300
<b>Affectations</b>						
Activités de fonctionnement	14	(61)		151 578	1 094	152 672
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	731 632	764 252	1 122 085		1 122 085
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	482 446	794 519	569 922		569 922
	18	1 214 017	1 558 771	1 843 585	1 094	1 844 679
	19	(2 359 840)	(207 065)	(1 490 030)	(3 629)	(1 493 659)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	361 935		(400 654)		(400 654)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Réalizations 2012	Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé <sup>1</sup>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	3 169 873	(496 012)	1 088 824	(20 910)	1 067 914
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	3 775 857 ) (	2 379 485 ) (	3 529 915 ) (	4 723 ) (	3 534 638 )
Produit de cession	3	150				
Amortissement	4	2 253 384	2 187 983	2 432 153	4 469	2 436 622
(Gain) perte sur cession	5	(150)				
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(1 522 473)	(191 502)	(1 097 762)	(254)	(1 098 016)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	5 344		(4 078)		(4 078)
Variation des autres actifs non financiers	10	51		5 632	207	5 839
	11	5 395		1 554	207	1 761
	12	1 652 795	(687 514)	(7 384)	(20 957)	(28 341)
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13					
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	1 652 795	(687 514)	(7 384)	(20 957)	(28 341)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(11 993 663)		(10 340 868)	424 641	(9 916 227)
Redressement aux exercices antérieurs	16					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(11 993 663)		(10 340 868)	424 641	(9 916 227)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18	(10 340 868)		(10 348 252)	403 684	(9 944 568)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES  
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>2012</u>		<u>2013</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Encaisse	1	2 355 904	1 506 677	424 329	1 931 006
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	5 478 679	4 820 727	153 836	4 974 563
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	7 834 583	6 327 404	578 165	6 905 569
<b>PASSIFS</b>					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 739 503	1 525 662	174 481	1 700 143
Revenus reportés (note 12)	13	146 794	19 695		19 695
Dette à long terme (note 13)	14	16 205 154	14 969 299		14 969 299
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	84 000	161 000		161 000
	16	18 175 451	16 675 656	174 481	16 850 137
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	(10 340 868)	(10 348 252)	403 684	(9 944 568)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
Immobilisations (note 15)	18	62 562 202	63 659 964	23 309	63 683 273
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	565 876	565 876		565 876
Stocks de fournitures	20	99 288	103 366		103 366
Autres actifs non financiers (note 17)	21	7 992	2 360	466	2 826
	22	63 235 358	64 331 566	23 775	64 355 341
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	2 130 472	1 152 717		1 152 717
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	967 957	1 416 670	404 150	1 820 820
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	( 72 660 )	( 50 529 )		( 50 529 )
Financement des investissements en cours	26	646 286	224 052		224 052
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	49 222 435	51 240 404	23 309	51 263 713
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	52 894 490	53 983 314	427 459	54 410 773

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Activités de fonctionnement</b>					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 169 873	1 088 824	(20 910)	1 067 914
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	2 253 384	2 432 153	4 469	2 436 622
Autres					
-	3				
-	4	(150)			
	5	5 423 107	3 520 977	(16 441)	3 504 536
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(307 897)	657 952	114 314	772 266
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	(447 466)	(213 841)	24 374	(189 467)
Revenus reportés	9	120 524	(127 099)		(127 099)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	34 000	77 000		77 000
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	5 344	(4 078)		(4 078)
Autres actifs non financiers	13	51	5 632	207	5 839
	14	4 827 663	3 916 543	122 454	4 038 997
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>					
Acquisition	15 (	3 775 857 ) (	3 529 915 ) (	4 723 ) (	3 534 638 )
Produit de cession	16	150			
	17	(3 775 707)	(3 529 915)	(4 723)	(3 534 638)
<b>Activités de placement</b>					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	) (	)
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22				
<b>Activités de financement</b>					
Émission de dettes à long terme	23	202 000	196 300		196 300
Remboursement de la dette à long terme	24 (	1 548 078 ) (	1 433 457 ) (	) (	1 433 457 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(165 438)			
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	6 356	1 302		1 302
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(1 505 160)	(1 235 855)		(1 235 855)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(453 204)	(849 227)	117 731	(731 496)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	2 809 108	2 355 904	306 598	2 662 502
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	32	2 355 904	1 506 677	424 329	1 931 006

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé <sup>1</sup>
<b>Rémunération</b>	1	4 406 989	4 717 120	4 794 027	25 934	4 819 961
<b>Charges sociales</b>	2	1 048 329	1 269 985	1 045 526	5 971	1 051 497
<b>Biens et services</b>	3	5 884 089	6 858 737	6 004 435	377 405	6 381 840
<b>Frais de financement</b>						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	476 726	432 997	440 620		440 620
D'autres organismes municipaux	5	6 693	12 114	6 052		6 052
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	65 440	95 736	56 816		56 816
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	81 000	57 313	97 000	283	97 283
<b>Contributions à des organismes</b>						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	1 003 487	740 442	1 047 152		684 711
Autres	10					
Autres organismes	11	217 742	501 550	176 432	304 097	480 529
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	2 253 384	2 187 983	2 432 153	4 469	2 436 622
<b>Autres</b>						
- Divers	13	1 617	10 000	35 301		35 301
-	14					
-	15					
	16	15 445 496	16 883 977	16 135 514	718 159	16 491 232

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	13 228 935	13 127 336	12 882 910
Compensations tenant lieu de taxes	2	284 549	272 811	293 006
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 259 360	1 458 336	2 898 061
Services rendus	5	1 116 587	1 138 814	1 056 955
Imposition de droits	6	604 100	626 474	768 627
Amendes et pénalités	7	125 400	65 161	119 095
Intérêts	8	155 000	173 749	177 413
Autres revenus	9	128 865	696 465	801 866
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	16 902 796	17 559 146	18 997 933
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	2 192 807	2 122 016	2 049 697
Sécurité publique	13	2 771 863	2 604 813	2 502 906
Transport	14	3 314 271	3 177 789	2 848 382
Hygiène du milieu	15	4 659 165	4 401 537	4 329 677
Santé et bien-être	16	115 915	112 685	115 859
Aménagement, urbanisme et développement	17	832 808	673 028	624 839
Loisirs et culture	18	2 915 407	2 798 593	2 710 524
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	598 160	600 771	630 336
	21	17 400 396	16 491 232	15 812 220
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	(497 600)	1 067 914	3 185 713
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		53 342 859	50 157 146
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		53 342 859	50 157 146
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		54 410 773	53 342 859

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.



**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	(497 600)	1 067 914	3 185 713
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	2 386 296 ) (	3 534 638 ) (	3 781 703 )
Produit de cession	3			167
Amortissement	4	2 197 170	2 436 622	2 261 101
(Gain) perte sur cession	5			7 321
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(189 126)	(1 098 016)	(1 513 114)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(4 078)	5 344
Variation des autres actifs non financiers	10		5 839	931
	11		1 761	6 275
	12	(686 726)	(28 341)	1 678 874
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	(686 726)	(28 341)	1 678 874
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(9 916 227)	(11 595 101)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(9 916 227)	(11 595 101)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(9 944 568)	(9 916 227)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	1 931 006	2 662 502
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	4 974 563	5 746 829
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	6 905 569	8 409 331
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 700 143	1 889 610
Revenus reportés (note 12)	13	19 695	146 794
Dette à long terme (note 13)	14	14 969 299	16 205 154
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	161 000	84 000
	16	16 850 137	18 325 558
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	<b>(9 944 568)</b>	<b>(9 916 227)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	18	63 683 273	62 585 257
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	565 876	565 876
Stocks de fournitures	20	103 366	99 288
Autres actifs non financiers (note 17)	21	2 826	8 665
	22	64 355 341	63 259 086
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	<b>54 410 773</b>	<b>53 342 859</b>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 067 914	3 185 713
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	2 436 622	2 261 101
Autres			
- (Gain) perte sur disposition	3		7 321
-	4		
	5	3 504 536	5 454 135
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	772 266	(436 770)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(189 467)	(404 279)
Revenus reportés	9	(127 099)	120 524
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	77 000	34 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(4 078)	5 344
Autres actifs non financiers	13	5 839	931
	14	4 038 997	4 773 885
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 3 534 638 )	( 3 781 703 )
Produit de cession	16		167
	17	(3 534 638)	(3 781 536)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(                    )	(                    )
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
<b>Activités de financement</b>			
Émission de dettes à long terme	23	196 300	202 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 1 433 457 )	( 1 548 078 )
Variation nette des emprunts temporaires	25		(165 438)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	1 302	6 356
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(1 235 855)	(1 505 160)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	(731 496)	(512 811)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	31	2 662 502	3 175 313
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	32	1 931 006	2 662 502

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

### 1. Statut de l'organisme municipal

La ville est organisée et existe en vertu des lois de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La ville est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 7,1% des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 63 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 0,24% des sommes à répartir entre les municipalités.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe aux deux partenariats suivants : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Ile (CIT) et la Régie intermunicipale des équipements en loisir de L'île-Perrot (RELIP).

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Ile (CIT) pour l'exercice est de 9,42 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 11,27 % en début d'exercice à 11,21 % à la fin de l'exercice.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Le taux de participation de la ville dans les opérations de la Régie intermunicipale des équipements en loisir de L'île-Perrot (RELIP) pour l'exercice est de 28,25 %.

Les comptes de la régie ne sont pas consolidés dans les états financiers de la ville, car elle a débuté ses activités en 2012 et les soldes sont peu significatifs par rapport à la quote-part déjà incluse dans les états financiers.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression "Administration municipale" utilisée réfère à la Ville de L'île-Perrot excluant les organismes qu'elle contrôle.

### B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

### C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**D) Actifs non financiers**

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**Stocks**

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes et les périodes suivantes :

Infrastructures	Linéaire	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	15, 30 et 40 ans
Véhicules	Linéaire	5, 10 et 20 ans
Ameublement, équipement de bureau	Linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	5,10 et 20 ans

**E) Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**F) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la ville et le conseil intermunicipal de transport est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le conseil intermunicipal de transport est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif .

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
  - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
  - pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.
- Avantages sociaux futurs :
  - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur une période de 5 ans n'excédant pas la DMERCA. Le coût de service passé en 2011 est amorti sur une période de 5 ans correspondant à la période de financement de la modification;
  - à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : au terme de la DMERCA du 31 décembre 2008.

**H) Instruments financiers**

s.o.

**I) Autres éléments**

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût. Les coûts inhérents aux ventes pour taxes de la date d'adjudication jusqu'à la fin de la période de retrait ont été considérés.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**3. Modification de méthodes comptables**

Chapitre SP3410, "Paievements de transfert"

La ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 "Paievements de transfert". Ce nouveau chapitre établit des critères de constatation des paievements de transfert, soit les subventions reçues des gouvernements par la ville. Il prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	548 126	633 422
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
<b>Note</b>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	384 429	443 990
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	3 564 827	3 891 463
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	120 332	425 825
Organismes municipaux	8	603 832	585 804
Autres			
- Divers	9	298 473	395 278
- Intérêts	10	2 670	4 469
	11	4 974 563	5 746 829
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 813 979	2 119 966
Organismes municipaux	13	190 674	201 637
Autres tiers	14		
	15	2 004 653	2 321 603
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	54 538	20 436
<b>Note</b>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<b>7. Placements à long terme</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>		
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 (161 000)	(84 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ( )	( )
	27 <u>(161 000)</u>	<u>(84 000)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 501 000	434 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 1 055	1 585
Régimes de retraite des élus municipaux	32 24 922	22 543
	33 <u>526 977</u>	<u>458 128</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

<b>9. Autres actifs financiers</b>		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

**Note**

<b>10. Emprunts temporaires</b>		
La ville a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit pour ses opérations courantes autorisée à 2 500 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2013, cette marge de crédit n'était pas utilisée.		
De plus, elle a négocié des marges de crédit dans le cadre de règlements d'emprunt pour un montant total autorisé de 1 882 000\$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2013, ces marges n'étaient pas utilisées.		

<b>11. Crédoeurs et charges à payer</b>		
Fournisseurs	37 491 991	310 147
Salaires et avantages sociaux	38 635 493	821 714
Dépôts et retenues de garantie	39 369 449	519 315
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Gouvernement du Québec	42 83 586	66 107
- Gouvernement du Canada	43 1 618	697
- Organismes municipaux	44	39 363
- Intérêts courus sur dette	45 118 006	132 267
-	46	
	47 <u>1 700 143</u>	<u>1 889 610</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<b>2013</b>	<b>2012</b>
<hr/>			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	48	8 849	462
Transferts	49		130 095
Autres			
- Excédent actuariel - CARRA	50	10 846	16 237
-	51		
	52	19 695	146 794
<hr/>			
<b>Note</b>			
<hr/>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,95	3,40	2014	2032	53	14 918 400	15 998 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	71 689	161 944
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		66 602
					61	14 990 089	16 227 246
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	( 20 790 )	( 22 092 )
					63	14 969 299	16 205 154

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2013</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2014	64	72	1 334 500	80	89	21 290	97	1 355 790
2015	65	73	1 203 100	81	90	10 038	98	1 213 138
2016	66	74	1 181 600	82	91	8 134	99	1 189 734
2017	67	75	1 179 000	83	92	8 216	100	1 187 216
2018	68	76	1 173 500	84	93	8 299	101	1 181 799
2019 et +	69	77	8 846 700	85	94	15 712	102	8 862 412
	70	78	14 918 400	86	95	71 689	103	14 990 089
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	14 918 400	88	96	71 689	105	14 990 089

**Note**

	2013	2012
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	(9 944 568)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	(9 944 568)
		(9 916 227)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	110	21 755 920	138	1 468 066	165		192	23 223 986
Eaux usées	111	37 053 624	139	994 404	166		193	38 048 028
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	17 955 466	140	2 625 606	167		194	20 581 072
Autres	113	2 870 910	141	601 745	168		195	3 472 655
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	9 182 362	143	260 536	170		197	9 442 898
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	2 641 024	145	105 123	172		199	2 746 147
Ameublement et équipement de bureau	118	1 039 007	146	26 160	173		200	1 065 167
Machinerie, outillage et équipement divers	119	1 540 546	147	375 961	174	(2 509)	201	1 919 016
Terrains	120	1 737 342	148	101 785	175		202	1 839 127
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>95 776 201</u>	150	<u>6 559 386</u>	177	<u>(2 509)</u>	204	<u>102 338 096</u>
Immobilisations en cours	123	<u>8 137 868</u>	151	<u>(3 024 748)</u>	178		205	<u>5 113 120</u>
	124	<u>103 914 069</u>	152	<u>3 534 638</u>	179	<u>(2 509)</u>	206	<u>107 451 216</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	125	8 760 530	153	490 983	180		207	9 251 513
Eaux usées	126	18 845 867	154	852 567	181		208	19 698 434
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	6 611 977	155	427 999	182		209	7 039 976
Autres	128	1 817 376	156	85 722	183		210	1 903 098
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	2 287 983	158	274 931	185		212	2 562 914
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	1 379 474	160	125 456	187		214	1 504 930
Ameublement et équipement de bureau	133	741 332	161	61 710	188	37	215	803 005
Machinerie, outillage et équipement divers	134	884 273	162	117 254	189	(2 546)	216	1 004 073
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>41 328 812</u>	164	<u>2 436 622</u>	191	<u>(2 509)</u>	218	<u>43 767 943</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	137	<u>62 585 257</u>					219	<u>63 683 273</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	565 876	565 876
	233	565 876	565 876
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	565 876	565 876

**Note****17. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	236	2 826	8 665
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	2 826	8 665

**Note****18. Obligations contractuelles****Services municipaux**

La ville a signé des contrats pour divers services municipaux. L'objet, la durée, l'échéance, le montant total net et les paiements minimums nets exigibles pour les prochains exercices relativement à ces contrats sont les suivants :

Objet	Échéance	Engagement total	Paiements minimums nets annuels					
			2014	2015	2016	2017	2018	
Collecte, transport et disposition des déchets domestiques								
5 ans	2018	2 508 565\$	428 982\$	495 825\$	511 647\$	527 539\$	544 572\$	
Évaluation municipale								
3 ans	2015	232 943\$	76 115\$	76 115\$				
Impartition en ressources humaines								
3 ans	2014	23 359\$	9 172\$					
Photocopieur								
5 ans	2014	8 957\$	1 719\$					
Photocopieurs								
5 ans	2015	28 434\$	5 495\$	5 037\$				
Manutention, transport et élimination des boues								
3 ans	2016	296 634\$	98 878\$	98 878\$	98 878\$			
Photocopieur								
4 ans	2017	4 685\$	1 172\$	1 171\$	1 171\$	1 171\$		
Quote-part CIT								
1 an	2014	522 054\$	522 054\$					
Quote-part organisme								
1 an	2014	50 579\$	50 579\$					

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

---

Arrosage patinoire						
5 ans 2018	273 315\$	58 632\$	56 828\$	55 024\$	53 220\$	49 611\$
Aides financières						
1 an 2014	56 695\$	56 695\$				
Timbreuse						
5 ans 2016	3 651\$	709\$	709\$	354\$		
Entretien terrain soccer						
3 ans 2015	49 514\$	16 179\$	16 179\$			

**19. Éventualités**

**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

**b) Auto-assurance**

S.O.

**c) Poursuites**

S.O.

**d) Autres**

Des anciens participants au Régime complémentaire de retraite de la Ville de L'Île-Perrot ont transféré à l'extérieur du régime la totalité de leurs droits. Au moment des transferts, le degré de solvabilité du régime déterminé lors de la dernière évaluation actuarielle était inférieur à 100 %. Le solde de la valeur des droits devra être payé dans les cinq ans de l'acquittement initial. Advenant, le cas où le régime serait insolvable au moment du paiement, la Ville de l'Île-Perrot pourrait être tenue de verser une contribution supplémentaire de 18 619 \$ en 2016, de 20 089\$ en 2017 et de 141 116 \$ en 2018. La ville a affecté cette somme à même son surplus.



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

s.o.

**21. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

**22. Instruments financiers**

s.o.

---

**23. Engagements contractuels du Conseil intermunicipal****Transport en commun**

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 952 999\$, incluant la clause carburant, en 2013.

En mai 2010, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2010 avec trois options de renouvellement d'un an avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 5 heures par jour par véhicule, au taux horaire de 130.50 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 059 314\$, incluant la clause carburant, en 2013.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99.00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 576 364\$, excluant la clause carburant, en 2013.

**Bail**

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 60 mois se terminant le 31 décembre 2016, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 36 731\$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

---

**Engagements contractuels du Conseil intermunicipal**

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

---

24.

s.o.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 152 717	2 130 472
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	1 820 820	1 393 271
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	( 50 529 )	( 72 660 )
Financement des investissements en cours	224 052	646 286
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	51 263 713	49 245 490
Gains (pertes) de réévaluation cumulés		
	54 410 773	53 342 859

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés**

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Au budget suivant	8 371 884	
- Fondation du maire	9 10 377	16 468
- Prog d'aide fin revitalisation	10 257 900	297 360
- Fonds de pension	11 179 823	
- Dépenses affectées	12 22 546	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 842 530	313 828

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- CIT La Presqu'île	18 404 150	425 314
-	19	
-	20	
	21 404 150	425 314

Réserves financières

- Réserve eau & voirie	22 254 210	208 552
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 254 210	208 552

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 10 641	107 436
Fonds parcs et terrains de jeux	29 73 617	79 941
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 9 082	45 947
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 214 264	192 684
Financement des activités de fonctionnement	33 3 326	10 569
Autres		
- Fonds de stationnement	34 9 000	9 000
-	35	
-	36	
-	37	
	38 319 930	445 577
	39 1 820 820	1 393 271

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 ( 15 868 ) (	18 828 )
Intérêts sur la dette à long terme	41 ( 2 661 ) (	4 832 )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ( ) (	)
Régimes non capitalisés	43 ( ) (	)
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 ( ) (	)
Autres	45 ( 32 000 ) (	49 000 )
Régimes non capitalisés	46 ( ) (	)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	47 ( ) (	)
-	48 ( ) (	)
-	49 ( ) (	)
	50 ( 50 529 ) (	72 660 )
<b>Financement à long terme des activités de fonctionnement</b>		
	51 ( ) (	)
	52 ( 50 529 ) (	72 660 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	53 224 052	646 286
Investissements à financer	54 ( ) (	)
	55 224 052	646 286
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 63 683 273	62 585 257
Propriétés destinées à la revente	57 565 876	565 876
Prêts	58	
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 64 249 149	63 151 133
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 14 969 299	16 205 154
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 20 790	22 092
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 ( 2 004 653 ) (	2 321 603 )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 ( ) (	)
	66 12 985 436	13 905 643
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 12 985 436	13 905 643
	69 51 263 713	49 245 490

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 _____	3 _____

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

La Ville de L'Île-Perrot parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur une moyenne des salaires les plus élevés (3 meilleurs salaires pour les cadres et 5 meilleurs salaires pour les cols blancs et cols bleus) pour chaque année de service reconnu (une formule différente de calcul de rente s'applique pour les cadres pour les années de service reconnu avant 1994) et, pour les cadres actifs au 31 décembre 2005, les rentes accumulées pour le service reconnu au 31 décembre 2004 sont indexées à chaque année selon l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 3%. Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,0 % du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville de L'Île-Perrot ne peuvent être inférieures à un montant égal à 7,0 % du salaire des participants cadres et de 9 % pour les participants syndiqués.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (84 000)	(50 000)
Charge de l'exercice	5 ( 501 000 )	( 434 000 )
Cotisations versées par l'employeur	6 424 000	400 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(161 000)</u>	<u>(84 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 9 525 000	9 094 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( 11 942 000 )	( 10 874 000 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (2 417 000)	(1 780 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 2 256 000	1 696 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (161 000)	(84 000)
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(161 000)</u>	<u>(84 000)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 9 525 000	9 094 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( 11 942 000 )	( 10 874 000 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(2 417 000)</u>	<u>(1 780 000)</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 554 000	503 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 554 000	503 000
Cotisations salariales des employés	22 ( 285 000 )	( 258 000 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( )
	24 269 000	245 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 135 000	108 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33 <u>404 000</u>	<u>353 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 615 000	589 000
Rendement espéré des actifs	35 ( 518 000 )	( 508 000 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36 97 000	81 000
Charge de l'exercice	<u>501 000</u>	<u>434 000</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 615 000	132 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 ( 518 000 )	( 508 000 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 97 000	(376 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (792 000)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (893 000)	(402 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 9 506 000	8 834 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 14	14
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,75 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,75 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2013	2012
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	57 ( )	( )
Charge de l'exercice	58 ( )	( )
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 ( )	( )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 ( )	( )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 ( )	( )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ( _____ )	( _____ )	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	<b>_____</b>	<b>_____</b>	
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	89	
	<b>_____</b>	<b>_____</b>



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Le Conseil intermunicipal de transport (CIT) offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6,0% du salaire brut de l'employé. La dépense est représentée par la cotisation versée.

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 91	1 055	1 585

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92  Oui  
 93  Non

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	5	5

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 95	5 795	5 111
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 96	19 531	17 223
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	5 391	5 320
98	24 922	22 543

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2013**

---

**Administration municipale**

Dette à long terme	1	14 990 089
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	9 082
Débiteurs	8	2 004 653
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
<hr/>		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	12 976 354
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>		
<hr/>		
Endettement net à long terme	16	12 976 354
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	291 632
Communauté métropolitaine	18	74 702
Autres organismes	19	
<hr/>		
Endettement total net à long terme	20	13 342 688
<hr/>		
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
<hr/>		
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	13 342 688
<hr/>		
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
<hr/>		

---

# RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>		
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	
<b>TAXES</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>	
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	7 740 369	7 637 325	7 637 325	7 481 806
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3	1 697 599	1 684 354	1 684 354	1 527 008
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	9 437 968	9 321 679	9 321 679	9 008 814
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 378 808	1 387 907	1 387 907	1 342 413
Égout	11	881 428	887 652	887 652	908 809
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 098 182	1 102 220	1 102 220	1 174 194
Autres					
-Réserve eau & voirie	14	272 350	270 710	270 710	268 687
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	42 000	43 530	43 530	43 671
Service de la dette	18	118 199	113 638	113 638	136 322
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	3 790 967	3 805 657	3 805 657	3 874 096
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	3 790 967	3 805 657	3 805 657	3 874 096
	26	13 228 935	13 127 336	13 127 336	12 882 910

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	35 103	35 801	36 581
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	2 100	1 097	742
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	37 203	36 898	37 323
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	71 528	66 989	81 929
Cégeps et universités	33	26 918	25 210	23 291
Écoles primaires et secondaires	34	148 900	143 714	150 463
	35	247 346	235 913	255 683
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	284 549	272 811	293 006
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	284 549	272 811	293 006

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52	17 134	17 155	19 182
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53			
Sécurité incendie	54	3 006	1 572	3 090
Sécurité civile	55			(2 577)
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		146 526	232 330
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	6 662	6 594	7 935
Réseau de distribution de l'eau potable	68	38 608	52 892	49 926
Traitement des eaux usées	69	9 573		
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	108 474	92 098	90 338
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86	19 407	5 138	17 172
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	52 235	49 738	55 222
Autres	88		12 000	12 000
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	255 099	237 187	472 618

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			81 600
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		3 629	457
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	95 515	95 515	42 782
Réseau de distribution de l'eau potable	107	340 290	340 290	1 833 143
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	82 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	82 000	435 805	439 434
				1 957 982

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>				
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	606 900	635 189	635 189
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	606 900	635 189	635 189
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	943 999	1 308 181	1 458 336
				2 898 061



**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>SERVICES RENDUS</b>				
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	656 775	667 922	667 922
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	656 775	667 922	667 922
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158	14 116	17 221	17 221
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	14 116	17 221	17 221
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			12 419
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			12 419
Réseau d'électricité	180			
	181	670 891	685 143	685 143
				638 313

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	6 955	12 949	10 517
Sécurité publique	183	9 650	13 380	12 850
Transport				
Réseau routier	184	5 000	3 104	4 996
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		117 488	97 189
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188		48 559	50 157
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	4 693	280	3 330
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	3 000	6 481	4 819
Loisirs et culture	193	216 928	251 430	234 784
Réseau d'électricité	194			
	195	246 226	287 624	418 642
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	917 117	972 767	1 056 955
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	54 100	41 205	50 310
Droits de mutation immobilière	198	550 000	585 269	718 317
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	604 100	626 474	768 627
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	125 400	65 161	119 095
<b>INTÉRÊTS</b>	203	155 000	171 401	177 413
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			(7 321)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209	25 065	9 216	13 347
Autres	210	103 800	670 991	795 840
	211	128 865	680 207	801 866

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
Conseil	1	411 633	375 399		375 399	375 399	440 477
Application de la loi	2	68 600	69 629		69 629	69 629	41 085
Gestion financière et administrative	3	817 178	795 606		795 606	795 606	799 250
Greffe	4	352 930	254 336	232	254 568	254 568	217 686
Évaluation	5	85 213	81 793		81 793	81 793	113 531
Gestion du personnel	6	157 628	210 309	127	210 436	210 436	204 101
Autres	7	210 394	183 131	151 454	334 585	334 585	233 567
	8	2 103 576	1 970 203	151 813	2 122 016	2 122 016	2 049 697
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>							
Police	9	1 352 345	1 300 206		1 300 206	1 300 206	1 168 556
Sécurité incendie	10	1 228 881	1 127 390	86 259	1 213 649	1 213 649	1 254 497
Sécurité civile	11	20 397	8 879		8 879	8 879	10 020
Autres	12	84 160	82 079		82 079	82 079	69 833
	13	2 685 783	2 518 554	86 259	2 604 813	2 604 813	2 502 906
<b>TRANSPORT</b>							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	831 857	979 336	535 259	1 514 595	1 514 595	1 445 481
Enlèvement de la neige	15	582 856	588 420	10 874	599 294	599 294	430 284
Éclairage des rues	16	73 249	85 478		85 478	85 478	71 187
Circulation et stationnement	17	141 353	139 767	1 106	140 873	140 873	96 492
Transport collectif							
Transport en commun	18	642 626	482 114		482 114	837 549	804 938
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 271 941	2 275 115	547 239	2 822 354	3 177 789	2 848 382

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	932 159	889 094	136 824	1 025 918	981 458
Réseau de distribution de l'eau potable	24	458 562	180 546	222 672	403 218	510 470
Traitement des eaux usées	25	760 570	693 117	570 278	1 263 395	1 101 095
Réseaux d'égout	26	209 187	135 921	459 949	595 870	597 859
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	429 897	431 342		431 342	419 529
Élimination	28	327 749	334 093		334 093	338 436
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	207 291	217 424	3 616	221 040	249 994
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	29 324	34 770		34 770	22 579
Traitement	32					
Matériaux secs	33		52 813		52 813	52 139
Autres	34					
Plan de gestion	35	39 077	39 078		39 078	50 906
Autres	36	5 400				5 212
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39	25 429				
	40	3 424 645	3 008 198	1 393 339	4 401 537	4 329 677
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	115 915	112 685		112 685	115 859
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	115 915	112 685		112 685	115 859
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	505 736	445 819	14 279	460 098	478 327
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	120 000	39 460		39 460	103 432
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	181 423	169 805		169 805	40 134
Tourisme	49	9 027	3 665		3 665	2 946
Autres	50					
Autres	51					
	52	816 186	658 749	14 279	673 028	624 839

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	692 119	651 862	168 492	820 354	820 354	691 974
Patinoires intérieures et extérieures	54	142 171	177 635		177 635	177 635	143 690
Piscines, plages et ports de plaisance	55	134 501	129 900		129 900	129 900	129 807
Parcs et terrains de jeux	56	874 729	759 802		759 802	759 802	854 724
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	135 832	146 316		146 316	146 316	131 697
	60	1 979 352	1 865 515	168 492	2 034 007	2 034 007	1 951 892
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	657 807	651 226	70 732	721 958	721 958	711 524
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	42 629	42 628		42 628	42 628	47 108
	66	700 436	693 854	70 732	764 586	764 586	758 632
	67	2 679 788	2 559 369	239 224	2 798 593	2 798 593	2 710 524
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>							
68							
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>							
Dette à long terme							
Intérêts	69	525 821	492 402		492 402	492 402	538 778
Autres frais	70	15 026	11 086		11 086	11 086	10 081
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						81 000
Autres	72	57 313	97 000		97 000	97 283	477
	73	598 160	600 488		600 488	600 771	630 336
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>							
74	2 187 983	2 432 153	( 2 432 153 )				

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de L'Île-Perrot (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

*Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel*

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

*Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

*Observations*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.



**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

1

Goudreau Poirier inc.  
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A107797

DATE 2014-03-28

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>13 128 377</u>
<b>Ajouter</b>		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u>                    </u>
<b>Déduire</b>		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	1 041
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u>                    </u>
	10	<u>1 041</u>
<b>Revenus de taxes</b>	11	<u><u>13 127 336</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes			1	13 127 336
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>13 127 336</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 374 947		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	43 530		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>1 418 477</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>11 708 859</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 <sup>2</sup>	1	<u>1 010 225 500</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée <sup>1</sup> , au 31 décembre 2013 <sup>2</sup>	2	<u>1 014 426 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 012 326 000</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>11 708 859</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 012 326 000</u>
<b>Taux global de taxation réel de 2013</b>	6	1   ,   1   5   6   6   / 100 \$

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 <sup>2</sup>	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 <sup>2</sup>	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

---

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	171 850	407 957	1 689 740
Usines de traitement de l'eau potable	2	50 587	158 587	28 773
Usines et bassins d'épuration	3		3 580	21 628
Conduites d'égout	4	144 356	147 976	58 060
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	51 944		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	310 734	562 651	1 363 166
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	69 832		
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	821 786	1 289 431	183 765
Autres infrastructures	11	54 988	193 242	6 957
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		6 618	97 074
Édifices communautaires et récréatifs	14	160 860	22 950	146 177
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	111 075	105 123	23 760
Ameublement et équipement de bureau	18	99 204	123 627	111 948
Machinerie, outillage et équipement divers	19	332 269	406 388	50 655
Terrains	20		101 785	
Autres	21			
	22	2 379 485	3 529 915	3 781 703

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT  
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		306 424	1 052 172
Usines de traitement de l'eau potable	24		158 587	28 773
Usines et bassins d'épuration	25		3 580	21 628
Conduites d'égout	26		12 599	58 060
Autres infrastructures	27		2 045 324	1 553 888
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		101 533	637 568
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		135 377	
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		766 491	429 614
	34		3 529 915	3 781 703

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	15 998 700	196 300	1 276 600	14 918 400
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	161 944		90 255	71 689
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	66 602		66 602	
	7	16 227 246	196 300	1 433 457	14 990 089
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	45 947		36 865	9 082
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	552 682		155 303	397 379
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	13 307 014	196 300	924 339	12 578 975
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	13 905 643	196 300	1 116 507	12 985 436
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 119 966		305 987	1 813 979
Organismes municipaux	17	201 637		10 963	190 674
Autres tiers	18				
	19	2 321 603		316 950	2 004 653
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	2 321 603		316 950	2 004 653
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25	2 321 603		316 950	2 004 653
	26	16 227 246	196 300	1 433 457	14 990 089
Dettes en cours de refinancement					
	27	( )		( )	
	28	16 227 246	196 300	1 433 457	14 990 089

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2013</b>	<b>Réalisations 2012</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	105 203	105 205	100 803
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	4 420	4 420	2 968
Sécurité incendie	5	6 763	6 762	5 680
Sécurité civile	6			
Autres	7	26 521	26 522	17 986
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9		362 441	
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	242 075	254 778	286 476
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16	115 915	112 685	115 859
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	121 916	75 366	61 974
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20		46 542	40 134
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	117 629	9 802	
Activités culturelles	23		42 629	47 107
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	740 442	1 047 152	678 987



**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	12,00	35,00	901 849	235 319	1 137 168
Professionnels	2	9,00	35,00	525 306	125 358	650 664
Cols blancs	3	34,00	33,00	861 397	215 797	1 077 194
Cols bleus	4	32,00	38,00	1 940 419	387 924	2 328 343
Policiers	5					
Pompiers	6	16,00	40,00	388 849	50 129	438 978
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	103,00		4 617 820	1 014 527	5 632 347
Élus	9	7,00		176 207	30 999	207 206
	10	110,00		4 794 027	1 045 526	5 839 553

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	6 594	27 948	67 567	102 109
Réseau de distribution de l'eau potable	13	52 892	99 569	240 721	393 182
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	811 670		1 220	812 890
	17	871 156	127 517	309 508	1 308 181

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
<b>Administration générale</b>												
Application de la loi	1	69 629	27		53	69 629	79		105	69 629	131	
Évaluation	2	81 793	28		54	81 793	80	1 660	106	80 133	132	
Autres	3	1 818 781	29	151 813	55	1 970 594	81	11 289	107	1 959 305	133	
	4	1 970 203	30	151 813	56	2 122 016	82	12 949	108	2 109 067	134	
<b>Sécurité publique</b>												
Police	5	1 300 206	31		57	1 300 206	83		109	1 300 206	135	
Sécurité incendie	6	1 127 390	32	86 259	58	1 213 649	84	681 302	110	532 347	136	
Sécurité civile	7	8 879	33		59	8 879	85		111	8 879	137	
Autres	8	82 079	34		60	82 079	86		112	82 079	138	
	9	2 518 554	35	86 259	61	2 604 813	87	681 302	113	1 923 511	139	
<b>Transport</b>												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	979 336	36	535 259	62	1 514 595	88	3 104	114	1 511 491	140	
Enlèvement de la neige	11	588 420	37	10 874	63	599 294	89		115	599 294	141	
Autres	12	225 245	38	1 106	64	226 351	90		116	226 351	142	
Transport collectif	13	482 114	39		65	482 114	91		117	482 114	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	2 275 115	41	547 239	67	2 822 354	93	3 104	119	2 819 250	145	
<b>Hygiène du milieu</b>												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	889 094	42	136 824	68	1 025 918	94		120	1 025 918	146	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	180 546	43	222 672	69	403 218	95		121	403 218	147	
Traitement des eaux usées	18	693 117	44	570 278	70	1 263 395	96		122	1 263 395	148	
Réseaux d'égout	19	135 921	45	459 949	71	595 870	97	17 221	123	578 649	149	
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	765 435	46		72	765 435	98	280	124	765 155	150	
Matières recyclables	21	305 007	47	3 616	73	308 623	99		125	308 623	151	
Autres	22	39 078	48		74	39 078	100		126	39 078	152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	3 008 198	52	1 393 339	78	4 401 537	104	17 501	130	4 384 036	156	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157	112 685	172		187	112 685	202		217	112 685	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174		189		204		219		234	
	160	112 685	175		190	112 685	205		220	112 685	235	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	445 819	176	14 279	191	460 098	206	1 486	221	458 612	236	5 593
Rénovation urbaine	162	39 460	177		192	39 460	207	4 995	222	34 465	237	
Promotion et développement économique	163	173 470	178		193	173 470	208		223	173 470	238	
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	658 749	180	14 279	195	673 028	210	6 481	225	666 547	240	5 593
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	1 865 515	181	168 492	196	2 034 007	211	246 448	226	1 787 559	241	23 514
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	651 226	182	70 732	197	721 958	212	4 982	227	716 976	242	26 776
Autres	168	42 628	183		198	42 628	213		228	42 628	243	
	169	2 559 369	184	239 224	199	2 798 593	214	251 430	229	2 547 163	244	50 290
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185		200		215		230		245	
	171	13 102 873	186	2 432 153	201	15 535 026	216	972 767	231	14 562 259	246	600 488

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		<b>2013</b>	<b>2012</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	3 529 915	3 775 857
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	3 529 915	3 775 857

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

		2013	2012
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	2 130 472	1 912 974
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		(6 981)
Solde redressé au début de l'exercice	3	2 130 472	1 905 993
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	743 497	1 275 444
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(24 915)	(21 973)
Activités d'investissement	6	(1 122 085)	(731 632)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(574 252)	(297 360)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(977 755)	224 479
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	1 152 717	2 130 472
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	313 828	282 962
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	313 828	282 962
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(45 550)	(266 494)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	574 252	297 360
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	528 702	30 866
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	842 530	313 828
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	654 129	436 105
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	654 129	436 105
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	468 353	512 698
Activités d'investissement	27	(569 922)	(482 446)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	21 580	187 772
	30	(79 989)	218 024
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	574 140	654 129

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

		2013	2012
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>			
Solde au début de l'exercice	32	( 72 660 )	( 96 770 )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	( 72 660 )	( 96 770 )
<b>Augmentation de l'exercice</b>			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes non capitalisés	38	( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	39	( )	( )
	40	( )	( )
	41	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	( )	( )
	43	( )	( )
<b>Diminution de l'exercice</b>			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	22 131	24 110
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46	22 131	24 110
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	47	( 50 529 )	( 72 660 )
<b>Financement des investissements en cours</b>			
Solde au début de l'exercice	48	646 286	472 123
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	646 286	472 123
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	(400 654)	361 935
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(21 580)	(187 772)
	55	(422 234)	174 163
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	56	224 052	646 286
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>			
Solde au début de l'exercice	57	49 222 435	46 717 223
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		6 982
Solde redressé au début de l'exercice	59	49 222 435	46 724 205
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	2 017 969	2 498 230
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	63	51 240 404	49 222 435

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>800 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>800 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>800 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

*Non audité*

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés			Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
						Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1	192 684	2		3		4	21 580	5		6	7	214 264
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10		11		12		13	14	
	15	192 684	16		17		18	21 580	19		20	21	214 264



**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    )	(                    )
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    )	(                    )
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    )	(                    )
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[ 0 ] , [ 6 ] [ 1 ] [ 0 ] [ 0 ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[ 0 ] , [ 6 ] [ 1 ] [ 0 ] [ 0 ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[ 1 ] , [ 8 ] [ 5 ] [ 2 ] [ 0 ] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[ 1 ] , [ 2 ] [ 2 ] [ 0 ] [ 0 ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[ 0 ] , [ 1 ] [ 6 ] [ 6 ] [ 0 ] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[ ] , [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	2   5   8   , 0   0	\$
Égout	2	1   6   6   , 0   0	\$
Eau et égout	3	,	\$
Traitement des eaux usées	4	,	\$
Matières résiduelles	5	2   3   4   , 0   0	\$

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Réserve eau & voirie	50,0000	4	logement résidentiel
Réserve eau & voirie	50,0000	4	unité de terrain vacant
Réserve eau & voirie	100,0000	4	unité commerciale
Répartitions locales par mètre carré		2	plusieurs taux
Répartitions locales par mètre linéaire		3	plusieurs taux

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
 2 - du mètre carré  
 3 - du mètre linéaire  
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
 6 - % de la valeur locative  
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	1 041 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	1 229 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	\$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 110, boulevard Perrot  
(no) (rue)  
L'Île-Perrot (Québec) J7V 3G1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-1751  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-2432  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresoriere@ile-perrot.qc.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Danielle Rioux

Téléphone (514) 453-1751  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-2432  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel tresoriere@ile-perrot.qc.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102  
(no) (rue)  
Vaudreuil-Dorion (Québec) J7V 2N6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier CPA auditrice, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
 \_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1 .....

Facteur comparatif

2 .....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_